

Sur le volcan

Climate voices –
Épisode 6

En Grèce, la lutte anti-pétrolière s'organise

—
Face à l'affaiblissement des lois environnementales, la société civile grecque entre en résistance. La question pétrolière cristallise la controverse, mais les méga-projets éoliens sont aussi en ligne de mire.



est un enjeu de survie pour nous. Préserver ces montagnes, c'est préserver l'avenir de nos enfants et un des lieux où l'air et l'eau sont les plus purs en Europe... »

Lorsque Lila nous emmène, en mai 2019, sur les rives du lac Riachovo, dans la région d'Épire, proche de la frontière albanaise, cette citoyenne de Kato Pedina sait que son combat nécessite l'endurance des marathoniennes. Chaque mot, chaque action ont leur importance pour repousser l'ennemi hors de ces vallées escarpées du nord de la Grèce.

Mobilisant par monts et par vaux, cette Athénienne d'origine a choisi de se ressourcer dans cette région reculée et se bat depuis plusieurs années contre la perspective de voir des forages pétroliers anéantir un sanctuaire naturel où loups, ours, rapaces, cerfs rouges composent la partie émergée du bestiaire d'une des régions les plus riches en biodiversité de la Grèce. Au cœur de ces forêts, la multinationale espagnole Repsol a disséminé ses bandelettes de plastique rouge accrochées aux branches comme des fanaux. Autant de balises d'une exploration entamée dans le plus grand secret. « Ils sont repartis comme ils sont venus, note aujourd'hui Lila. Les travaux semblent à l'arrêt dans les municipalités d'Arta et de Prevesa, concernées par la prospection pétrolière dans le Nord, et nous n'avons aucune information quant à leurs intentions. Nous continuerons à

nous battre contre ces projets insensés qui concernent une grande partie du territoire et du sous-sol marin grecs. »

Comme le détaille notre carte en page 17, différentes concessions ont été octroyées par le gouvernement grec à quatre majors pétrolières (Esso, Eni, Repsol, Total) en vue de prospecter et d'extraire des hydrocarbures à travers vingt « blocs » localisés en haute altitude ou dans les grandes profondeurs marines. Face à cette perspective, la mobilisation a gagné, en pleine crise du coronavirus, du terrain.

« Nous nous battons depuis plusieurs années contre ces concessions qui ont initialement été accordées par le gouvernement Syriza, explique Dimitris Ibrahim, chargé de campagne climat au WWF Grèce. Désormais, nous assistons à un mouvement global. Malgré la crise du coronavirus, la société civile s'est réveillée en Grèce pour rejeter ces projets d'exploration pétrolière. A côté de la région d'Épire, une centaine de groupes locaux sont interconnectés. En mer ionienne, l'industrie touristique et les citoyens se mobilisent. »

À l'île de Tinos, où ils ont accosté fin juillet, Venetia et Vasilus, anciens chercheurs en océanographie et en aquaculture, se disent déterminés. Avec de faibles moyens et des emplois précaires, ils ont fondé l'association SaveGreekSeas, voici plus d'un an : « C'est un combat crucial pour l'avenir de notre pays quand on voit l'ensemble des zones concernées par les projets d'exploration pétrolière, expliquent-ils en vidéoconférence, depuis la cabine de leur voilier. Même si le

“ C'est un combat crucial pour l'avenir de notre pays (...) Les îles ioniennes s'opposent à des forages en eaux profondes dans une zone si riche pour la biodiversité »

Venetia et Vasilus, de SaveGreekSeas

gouvernement continue à soutenir cette perspective, au nom de l'argent que cela pourrait rapporter à la Grèce, les îles ionniennes, aujourd'hui, s'opposent à des forages en eaux profondes dans une zone si riche pour la biodiversité. Notre rôle consiste à renforcer la prise de conscience liée à cet enjeu et à mobiliser les initiatives autant que nous pouvons contre les concessions octroyées à l'industrie pétrolière pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures. »

Ces concessions chevauchent deux régions identifiées comme étant d'importance mondiale pour les mammifères marins : l'archipel ionien et la fosse hellénique. « La fosse hellénique est une zone d'une énorme importance écologique, remarque Dimitris Ibrahim. Elle abrite plusieurs espèces rares et vulnérables couvertes par un régime de protection, telles que le rorqual commun, le cachalot, la baleine à bec de Cuvier, le dauphin commun de Méditerranée, qui est en voie de disparition, d'autres espèces de dauphins, des tortues de mer et des phoques moines de Méditerranée. La plus grande partie de la population de cachalots de la Méditerranée orientale se trouve en permanence dans cette seule zone de reproduction et de mise à bas connue. »

Face aux risques pour l'environnement et la vie marine du pays, une centaine de scientifiques de Grèce et d'ailleurs lançaient un appel, l'an dernier, afin d'annuler le programme d'exploration et d'exploitation des

“ La nouvelle loi de modernisation environnementale est révoltante car elle est anti-démocratique et supprime le droit de consultation des communes et des citoyens »

Manolis Savvakis,
du mouvement Citoyens éveillés

hydrocarbures dans cette « tranchée hellénique ». Cette attente n'a pas convaincu le nouveau gouvernement grec de rebrousser chemin. Etranglée par le carcan budgétaire européen depuis la crise de 2008, la Grèce compte sur les dizaines de milliards de devises promises par la manne pétrolière. Votée par le Parlement à l'automne 2019, une nouvelle loi a confirmé les concessions octroyées par le précédent gouvernement. Et cet entêtement a renforcé la détermination du mouvement citoyen.

Initié au printemps 2020 par la Fondation Surfrider, un manifeste signé par de nombreuses organisations internationales de défense de l'environnement demande à l'Union européenne de mettre en place un programme de sortie de l'extraction du pétrole en Europe, en refusant de délivrer de nouveaux permis dès 2023. Outre les arguments écologiques et climatiques, en lien avec ▶

Du 4 mai au 5 juillet 2019, des centaines de Citoyens éveillés se sont relayés jour et nuit devant le Parlement grec afin de dénoncer le « recul environnemental et démocratique » de la nouvelle loi environnementale.



Sur le volcan

› le respect des accords de Paris qui exigent d'atteindre une neutralité carbone en 2050, le Manifeste constate la faible valeur ajoutée économique de l'industrie pétrolière et gazière. « Cette industrie employait 63 000 personnes en Europe et réalisait un chiffre d'affaires de 17 milliards en 2017, note le Manifeste. Dans le même temps, l'industrie du tourisme employait deux millions de personnes et réalisait 63 milliards de chiffre d'affaires, tandis que l'industrie de la pêche employait 570 000 personnes pour un chiffre d'affaires estimé à vingt milliards d'euros. »

A contrario, une marée noire majeure serait une menace pour l'économie du tourisme et de la pêche et pourrait coûter à l'économie grecque la bagatelle de 7,5 milliards d'euros, selon une étude commandée par le WWF l'an dernier.

Sous le feu nourri des critiques de la société civile, le ministre grec de l'Énergie et de l'Environnement, Kostis Hatzidakis, a dû faire face, depuis le 4 mai, au mouvement des Citoyens éveillés (*Awake citizens*) depuis l'adoption d'une nouvelle loi dite de « modernisation environnementale » qui minimise le droit de participation de la population et enlève aux autorités locales la délivrance des permis pour les investissements majeurs.

Jour et nuit, des centaines de militants se sont relayés pendant soixante-deux jours, devant le Parlement, afin de dénoncer ce qu'ils qualifient de « recul environnemental et démocratique ». Jeune agronome, Manolis Savvakis s'est engagé sans réserve dans ce mouvement dès ses premières heures. Au lendemain de l'arrêt de cette manifestation continue, le 5 juillet, il tire un premier bilan. « Ce qui s'est déroulé est extraordinaire, nous raconte-t-il. Malgré onze arrestations au départ, notre mouvement pacifique n'a pas lâché prise et nous nous sommes relayés pendant deux mois sans exception. Nous avons créé de l'intérêt dans le pays autour de cette loi révoltante car elle est anti-démocratique. La société n'a plus rien à dire à propos de choix fondamentaux pour l'avenir... »

Thessalonique, Patras et Skiathos... Un peu partout, des groupes de Citoyens éveillés se sont constitués depuis la naissance du mouvement, à Athènes, en mai. De leur côté, des artistes ont créé le réseau Support-Earth. Retrouver le sens de la « démocratie directe » : c'est la recommandation majeure fournie par ces Citoyens éveillés qui invitent chaque ville à mettre en place des assemblées citoyennes. « Nous ne nous laisserons pas intimider, affirme Manolis. Pour ce gouvernement, seul le business compte. »

Source de controverses au sein de la société grecque, la ruée vers les énergies fossiles est aussi la toile de fond d'enjeux géostratégiques en Méditerranée orientale. Une vive tension oppose la Grèce et la Turquie quant à l'octroi de vingt-quatre concessions pour l'exploration pétrolière par le président turc Recep Tayyip Erdogan dans des zones frontalières. Or, la Grèce entend se positionner comme un futur acteur majeur alternatif dans l'approvisionnement en gaz de l'Europe.

“ La crise du Covid a modifié les données, à Chypre en particulier, où les projets majeurs de forage d'Exxon Mobil et de Total sont à l'arrêt suite à l'effondrement de la demande en pétrole »

Dimitris Ibrahim, WWF Grèce



Dans les forêts de l'Épire, dans le nord de la Grèce, la multinationale Repsol a posé ses balises d'exploration pétrolière en 2019. Lila met toute son énergie pour mobiliser et contrer ces projets destructeurs.

— Christophe Schoune

Président de Hellenic Hydrocarbon Resources Management, la structure qui encadre le développement pétrolier pour le gouvernement grec, Yannis Bassias considérerait il y a peu ces investissements comme indispensables. « Le monde va avoir besoin de plus en plus de gaz, spécialement avec la réduction de la consommation de charbon et de pétrole. Ces forages en eaux ultras profondes ont des potentiels énormes en matière gazière dans le monde. Ils permettent déjà de produire l'équivalent de 5 millions de barils aujourd'hui et l'idéal est d'arriver à 20 millions de barils en 2040. »

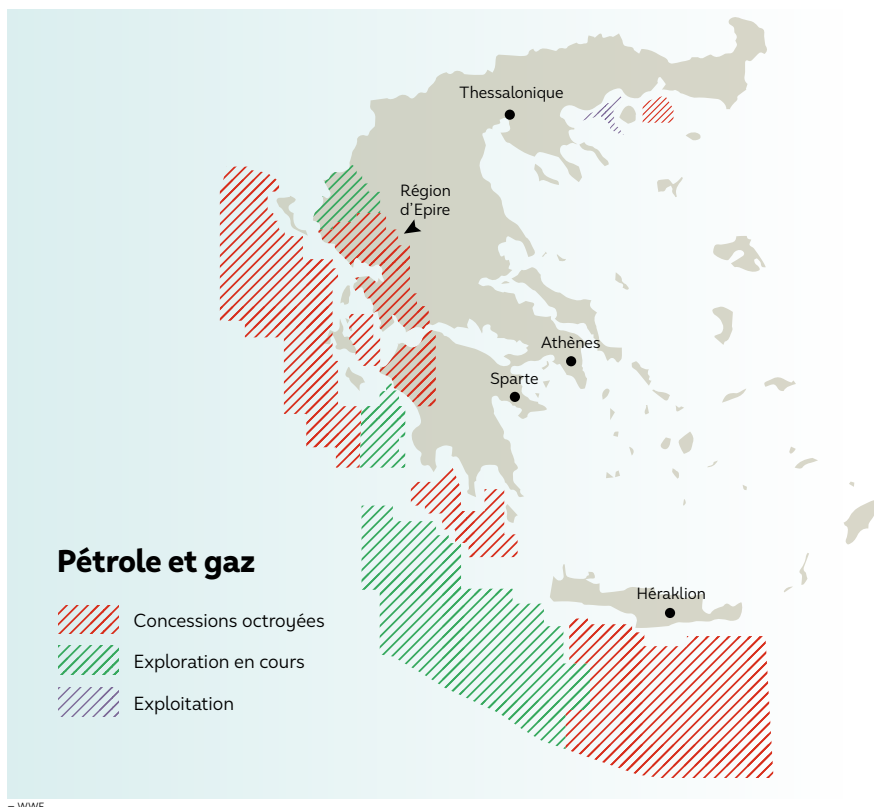
Donner un coup de pouce à une économie grecque en difficulté : c'est la promesse de rapporter, à terme, 150 milliards d'euros à l'économie nationale. « La crise du Covid a modifié les données, à Chypre en particulier, où les projets majeurs de forage d'Exxon Mobil et de Total sont à l'arrêt suite à l'effondrement de la demande en pétrole, constate Dimitris Ibrahim. Or, si on n'avance pas à Chypre, cela n'avancera pas en Grèce non plus... »

Pour l'heure, la Grèce ne possède qu'un seul bloc de

production d'hydrocarbures en mer à Prinos, dans le Nord-Est. Ce champ vieillissant est exploité par la société britannique Energean dans le golfe de Kavala (voir notre carte). Que pensent les compagnies pétrolières de la situation et des attentes de la société civile en Grèce ? Quels sont leurs projets suite à la crise du Covid ? Feront-elles marche arrière ? Autant de questions que nous avons posées par mail, début juillet, aux responsables de Repsol, de Total et d'Energean. Ces questions sont restées sans réponse, tout autant que les sollicitations auprès du ministre de l'Energie et de l'Environnement grec.

Autre théâtre feutré de cette controverse, la Cour suprême de Grèce auditionnera, début octobre, les organisations non gouvernementales. Après un premier recours, jugé non recevable, au début de l'été contre la concession octroyée à Repsol, dans la région d'Epire, les ONG ont bon espoir d'être entendues. « Nous attaquons l'étude stratégique d'incidence environnementale liée à la concession accordée pour le bassin crétois, explique

Le mouvement des Citoyens éveillés conteste notamment les facilités octroyées aux grandes entreprises pour ne plus passer par l'échelon local lors de la délivrance des permis.



- WWF

Dimitris Ibrahim. Cette étude, d'une très grande faiblesse, est un acte administratif légal dont la base juridique nous permet d'introduire un recours. Cela pourrait être un moment charnière dans la bataille juridique engagée depuis l'adoption de la nouvelle législation environnementale, en mai. »

Malgré l'opposition pétrolière grandissante au sein de la société civile grecque, il n'est pas certain, cependant, qu'une cause commune pour la transition énergétique et le développement du renouvelable puisse se dessiner à brève échéance. Car paradoxalement, la loi de modernisation environnementale, qui donne une sorte de blanc-seing aux investisseurs, permet aussi d'accélérer les procédures de construction de gigantesques parcs éoliens. Installés sur les crêtes de montagnes et dans des zones préservées jusque-là, ces parcs qui dénombrent parfois plusieurs dizaines d'éoliennes soulèvent autant d'oppositions en raison de leur taille, de la faiblesse des études d'impact environnemental et de l'absence de consultation de la population. Comme sur les hauteurs de la baie de Neapolis, aux confins de la Laconie, où nous nous étions rendus l'an dernier pour constater la construction d'une centrale électrique et d'un vaste parc éolien dans une zone considérée comme une réserve de la biosphère par l'Unesco. Ou au sommet des montagnes de Kasidiaris, dans le Nord, où un parc éolien est en cours d'installation et contre lequel Lila se battait également pour préserver cette région intacte.

« Il n'est cependant pas question de s'opposer aux renouvelables comme à l'exploration pétrolière, souligne Venetia, de l'association SaveGreekSeas. La transition énergétique vers le renouvelable ne peut pas être remise en cause. Ce qui doit l'être, c'est une manière de procéder de l'Etat qui ne préserve pas nos ressources essentielles. Ne répétons pas l'histoire des saccages dont nous connaissons largement les dégâts. » ● **Christophe Schoune**



- DR